

Ces capitalistes palestiniens qui sont allés trop loin

jeudi 13 mars 2014, par [DANA Tariq](#) (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2014).

Tandis que la plupart des Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne luttent pour leur survie, un puissant groupe de capitalistes palestiniens prospère et développe son influence politique économique et sociale. Trop souvent, le prix à payer est leur implication dans des projets de normalisation économique. En d'autres mots, ils traitent avec les Israéliens comme si c'étaient des partenaires d'affaires « normaux » plutôt qu'une puissance occupante qui viole impitoyablement les droits des Palestiniens depuis plus de 65 ans.

Sommaire

- [Le capital palestinien : \(...\)](#)
- [Influencer le processus \(...\)](#)
- [Le contrôle social via la \(...\)](#)
- [Normaliser l'occupation : \(...\)](#)
- [Que faire ?](#)

Dans cette note politique, Tariq Dana, membre politique de Al-Shabaka, apporte son éclairage sur les manières dont ces capitalistes palestiniens exercent leur influence et leur contrôle social ; il donne des exemples de projets de cette normalisation économique dans laquelle ils se sont engagés.

Le capital palestinien : arrêt sur image

La présence d'hommes d'affaires palestiniens dans la sphère politique nuit à l'établissement de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Après la fondation de l'OLP, des capitalistes palestiniens ont joué des rôles divers et variés dans le mouvement de libération nationale. Certaines factions de l'OLP, en particulier le Fatah, voyaient dans la classe capitaliste palestinienne une « bourgeoisie nationale », et en tant que telle une partie indispensable du combat anti-colonial, qu'elle traitait en conséquence.

A cette époque, l'implication de capitalistes palestiniens comprenait du financement, des postes dirigeants au sein de l'OLP, et de la médiation politique. Par exemple des hommes d'affaires palestiniens ont été médiateurs entre la direction de l'OLP et le régime jordanien lors de Septembre Noir et entre la direction de l'OLP et l'administration étatsunienne pendant les années '80. Beaucoup étaient aussi des philanthropes qui parrainaient des projets caritatifs, éducatifs et socio-économiques. A cet égard un jalon important fut la fondation en 1983, de la Welfare Association, un coup de pouce très attendu pour le projet national palestinien dans la sphère de l'éducation et du développement socio-économique, après l'expulsion de presque toutes les guérillas palestiniennes de leur bases au Liban en 1982, lors de l'invasion israélienne lancée par feu le Premier ministre Ariel Sharon.

Depuis Oslo, et particulièrement ces dernières années l'influence des capitalistes palestiniens en territoire occupé a crû comme jamais auparavant. On peut les répartir en trois groupes principaux :

- Capitalistes « rapatriés », issus d'une bourgeoisie palestinienne qui avait émergé dans les pays arabes, surtout les Emirats du Golfe, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe. Beaucoup de ces hommes d'affaires avaient des liens solides avec l'Autorité Palestinienne naissante.
- Capitalistes locaux, répartis en deux groupes principaux : grands propriétaires terriens historiques qui jouissaient d'une influence politique et sociale considérable dans les structures sociales traditionnelles ; et leurs interlocuteurs locaux ayant accumulé des richesses comme sous-traitants d'entreprises israéliennes après l'occupation de 1967.
- Les nouveaux riches, enrichis plus récemment et premiers bénéficiaires du processus d'Oslo, selon diverses modalités décrites ci-après.

Influencer le processus politique

Tout comme les autres Palestiniens, les hommes d'affaires ont affronté la difficulté d'être apatrides et ils ont recherché la sécurité que peut procurer un Etat, où leurs entreprises et leurs profits seraient mieux protégés de l'instabilité régionale et des risques inhérents. Par conséquent beaucoup d'entre eux ont soutenu les Accords d'Oslo comme un progrès crucial pour l'établissement d'un état palestinien, certains rêvant même que « les dividendes de la paix » d'Oslo allaient transformer la Cisjordanie et Gaza en un Singapour moyen-oriental.

Les premiers indices de l'influence capitaliste sur l'Autorité Palestinienne (AP) naissante se voient dans l'Article 21 de la Loi fondamentale palestinienne, qui précise que « *le système économique en Palestine sera basé sur les principes d'une économie du libre marché* » [1].

Paradoxalement, même les Etats-Unis, promoteur mondial du capitalisme libre-échangiste, ont une constitution qui est suffisamment flexible pour permettre des réponses différentes à des circonstances économiques spécifiques. C'est l'adhésion ouverte de l'AP au néolibéralisme qui a aidé à créer le cadre institutionnel permettant aux groupes d'intérêt économiques de manipuler la politique au service d'objectifs privés.

Le néolibéralisme conjugué avec l'autoritarisme et la corruption politiques ont renforcé et consolidé ce qu'on pourrait qualifier le **capitalisme de connivence**. Dès les premiers jours, ce copinage de connivence s'est exprimé dans les relations spéciales entre de puissants compradores et l'élite politique et sécuritaire de l'AP. Ce système [de collaboration] a naturellement produit des effets défavorables sur l'économie : en favorisant des groupes politiques et économiques privilégiés, il empêchait systématiquement la compétitivité du marché et excluait l'accès de la majorité des gens aux potentialités économiques importantes. En effet, la capacité des capitalistes à exercer une influence sur les politiques gouvernementales s'en trouva renforcée et les politiciens s'en trouvèrent plus riches.

Pendant les années '90, la relation spéciale entre certains capitalistes palestiniens et les cercles dirigeants au sein de l'AP a entraîné la centralisation du pouvoir politique et économique entre les mains d'un petit nombre d'individus qui réussirent rapidement à transformer le projet national en un jeu politique d'intérêts. C'est le cas en particulier de cette collusion entre l'oligarchie politique et sécuritaire de l'AP et des conglomérats de la diaspora pour gérer des monopoles public-privé à large échelle. [2]

Les monopoles protégés par l'AP concernaient plus de 25 marchandises, notamment la farine, le sucre, l'huile, la viande congelée, les cigarettes les animaux vivants le ciment, le granulats, l'acier, le bois, le tabac et le pétrole.

Ces monopoles n'étaient pas seulement un signe précoce de la corruption de l'AP mais également l'expression la plus évidente de l'alliance politico-économique émergente qui a trouvé en l'AP une machine politique efficace pour réaliser des intérêts économiques privés. Par-dessus le marché, des monopoles ont été garantis sélectivement aux acteurs politico-économiques palestiniens qui jouissaient d'une proximité particulière avec des entreprises israéliennes.

Résultat : les monopoles ont eu un effet dévastateur sur l'économie palestinienne des petites entreprises et inversement, ont profité à l'économie israélienne. Un certain nombre d'anciens responsables politiques et militaires israéliens, une fois retraités, sont devenus les partenaires d'affaires de certains capitalistes palestiniens et de l'oligarchie politique de l'AP. En retour, Israël a offert aux hommes d'affaires et politiciens palestiniens une plus grande liberté de mouvement et de commerce ainsi qu'un statut de « laissez-passer VIP ».

La désignation de l'ancien Premier ministre Salam Fayyad et les programmes gouvernementaux qu'il a introduits depuis 2008 n'ont fait qu'accroître l'influence des capitalistes sur l'institution politique. Hommes d'affaires et technocrates tenants du capitalisme ont occupé les postes ministériels cruciaux des gouvernements Fayyad. [3]

La « réforme » du secteur bancaire menée sous l'administration Fayyad représente un aspect important de la montée du capitalisme politique. Ces réformes ont permis au gouvernement de contracter des prêts à long terme s'élevant à quelque 4,2 milliards de dollars en 2013, selon une évaluation récente : cela ne fait pas moins de 50 % du PNB, avec un intérêt annuel de 200 millions de dollars. Pour une économie largement dépendante de l'assistance internationale, un niveau d'endettement aussi élevé du secteur public est réellement alarmant. La manière dont l'argent a été dépensé et comment l'AP remboursera, cela reste un mystère.

En outre, le niveau élevé de la dette publique permet aux capitalistes de presser l'AP d'ajuster ses politiques conformément aux intérêts de grandes firmes privées, en menaçant de retirer certains investissements ou d'en refuser d'autres, comme le notait Alaa Tartir dans une étude récente. Inutile de préciser que c'est la population qui en paie le coût, par exemple quand l'AP a augmenté l'impôt sur les revenus et a sabré dans les dépenses début 2012.

Le rôle de ces capitalistes palestiniens est devenu marquant jusque dans la sphère politique internationale. Ils pèsent de tout leur poids sur les efforts du Secrétaire d'Etat US John Kerry pour faire passer un accord de paix, avec leur plan conjoint palestino-israélien « pour sortir de l'impasse », en dépit de l'impact terrible qu'aurait un tel plan sur les droits des Palestiniens. En outre, ce plan aura été préparé sans la participation ni de la société civile palestinienne ni de l'AP elle-même.

Ce qui suggère que les capitalistes palestiniens locaux « de connivence » sont devenus les premiers bénéficiaires des initiatives internationales « pour la paix ». Il est difficile de croire qu'un plan de paix concocté par eux pourrait contribuer à la question palestinienne de l'auto-détermination, de la liberté et de la justice. Cela semble au contraire n'être qu'une opportunité lucrative de plus pour ceux qui profitent du *statu-quo* actuel.

Le contrôle social via la dette et d'autres moyens

Comme dans d'autres parties du monde, le développement du système néolibéral a été étayé par divers mécanismes de contrôle social pour normaliser une occupation et pacifier et dé-radicaliser les groupes cherchant à y résister, en utilisant pour cela différents moyens. Les pratiques de contrôle social en Palestine ont un impact particulièrement destructeur parce qu'elles coïncident avec tout l'éventail de contrôles coloniaux mis en place par l'occupant.

Les capitalistes de connivence ont essayé de pratiquer le contrôle social en recrutant dans la société civile pour servir leurs objectifs, œuvrant aux côtés des principaux donateurs internationaux. L'un de ces moyens est l'établissement de grandes ONG qui tendent à pénétrer le tissu social en promouvant certaines valeurs formatées par des institutions financières et des agences de développement internationales pour soutenir le système néolibéral. Les valeurs de ces ONG sont conçues pour percoler jusqu'à d'autres organisations autochtones de la société civile via l'élaboration d'aptitudes et autres projets.

Un autre aspect du contrôle social est de **faciliter le prêt privé pour encourager une culture de la consommation** et pousser beaucoup de gens dans le piège de l'endettement. Selon le Fonds monétaire palestinien, les emprunts individuels ont grimpé jusqu'à environ 1 milliard de dollars US en 2013, contre à peu près 494 millions de dollars en 2009. On estime que 75 % des travailleurs du secteur public (94.000 sur 153.000) sont endettés.

L'emprunt personnel est utilisé en premier lieu pour financer la consommation (hypothèques, véhicules et appareils électriques) et n'est que rarement investi dans des activités productives. Cet état de l'endettement personnel a des ramifications sociales majeures parce qu'il stimule le sens de l'individualisme et incite aux préoccupations personnelles et privées, ce qui pousse systématiquement les gens à abandonner les questions nationales cruciales. Cela nourrit l'apathie politique et sape toute pensée et toute action critiques à l'encontre de la nature très oppressive du système.

Une autre méthode de contrôle social est l'exploitation de travailleurs dans des usines appartenant à certains capitalistes locaux, où les travailleurs sont payés bien en-dessous du salaire minimum récemment annoncé par le gouvernement (soit 305€) pour le secteur privé. *« Bien que des travailleurs aient objecté que l'AP a déclaré un salaire minimum parce qu'elle ne garantit pas les conditions d'existence minimales, beaucoup d'entre nous travaillent encore toujours dans des conditions humiliantes où nos salaires sont même sous les 1000 NIS (211€). Mais malgré tout nous devons l'accepter, sinon on nous jette à la rue »* (interviews par l'auteur).

Cette exploitation et ce contrôle de la force de travail palestinienne sont aggravés par le manque de syndicats professionnels efficaces, lesquels ont été considérablement affaiblis par l'AP tout autant que par les capitalistes et consorts.

Il est à craindre que ce système d'exploitation et de contrôle des travailleurs ne s'étende et ne s'institutionnalise, à cause de zones industrielles destinées à être incorporées à la capitale régionale palestino-israélienne pour exploiter la main d'œuvre palestinienne bon marché. Selon Adam Hanieh, les zones industrielles n'appliqueront pas le droit du travail, ni les barèmes de salaires et autres conditions de travail palestiniens ou israéliens, et il y aura interdiction de se syndiquer.

Normaliser l'occupation : la voie économique

La normalisation économique est institutionnalisée dans toute une gamme d'activités comme les zones industrielles conjointes, les forums commerciaux israélo-palestiniens, les investissements palestiniens en Israël et dans ses colonies, et la gestion commune des ressources hydriques. C'est là le niveau le plus élevé de normalisation économique dans l'histoire de la lutte palestinienne pour la libération nationale (voir les pages académiques et culturelles sur le mouvement BDS pour une définition de la « normalisation »)

Des groupes travaillant pour les droits humains et l'auto-détermination des Palestiniens ont ouvertement dénoncé certains capitalistes palestiniens de connivence. Ces derniers et leur économie contre-attaquent en affirmant qu'ils cherchent simplement à servir l'économie palestinienne et la ténacité du peuple. En fait, les projets conjoints palestino-israéliens représentent la face la plus odieuse de la normalisation en raison de leur échelle sur-dimensionnée et, pire encore, parce qu'ils aident la puissance occupante à profiter et à infiltrer davantage ses structures en territoire occupé.

Voici quelques exemples de ces grands projets de normalisation :

Rawabi

Cette ville planifiée [4] est un des investissements privés les plus importants de Cisjordanie et l'un des méga-projets les plus controversés. Que ce soit en acceptant et plantant quelque 3.000 arbres offerts en 2009 par le Fonds national juif (arrachés par la suite en raison des critiques reçues) ou en contractant une dizaine de firmes israéliennes comme fournisseurs, Rawabi est l'exemple même des profits destinés à des entreprises privées et à la normalisation économique, objet de propagande sous l'étiquette « projet national » [5].

Les zones industrielles

Les zones industrielles en territoires occupés sont pilotées par la même logique que les Zones Industrielles Spéciales (QIZ - Qualifying Industrial Zone) de Jordanie et d'Égypte. Elles incarnent l'ambition de Shimon Peres d'un « nouveau Moyen-Orient » dont Israël serait le centre hégémonique économique régional. Les zones industrielles sont aussi hautement problématiques parce qu'elles intègrent la capitale régionale palestino-israélienne dans une machine à exploiter implacablement la main d'œuvre bon marché - palestinienne autant qu'importée de l'étranger. Même si elles profitent à quelques oligarques d'affaires locaux, elles font progresser la matrice israélienne du contrôle et perpétuent l'occupation.

Investissements palestiniens en Israël et dans les colonies

Selon une étude, le capital palestinien a été investi en Israël et dans ses colonies illégales beaucoup plus qu'en Cisjordanie - de 2,5 à 5,8 milliards de dollars contre seulement 1,5 milliard. Le ministère palestinien de l'Économie a accusé cette étude de manquer de précision et d'objectivité tandis que certains économistes ont dit qu'elle souffrait de sérieux problèmes méthodologiques. Néanmoins son message essentiel mérite d'être retenu. Un cadre du ministère de l'Économie a dit : « *Beaucoup d'hommes d'affaires palestiniens investissent dans des colonies industrielles comme Barkan, Ma'ale Adumim et d'autres parcs agro-industriels de la Vallée du Jourdain* » (interview par l'auteur).

Une autre étude exploratoire a découvert que beaucoup de firmes palestiniennes sont impliquées dans le blanchiment de produits de la Vallée du Jourdain. Ils étiquettent frauduleusement des produits agricoles de colons comme « produits de Palestine » puis les exportent sur les marchés internationaux pour échapper aux campagnes de boycott dans certains pays européens.

Contrats avec des firmes israéliennes de sécurité

Un récent rapport révèle que certaines entreprises palestiniennes (l'hôtel Mövenpick à Ramallah, la Banque de Jordanie, Jordan Ahli Bank, Cairo Amman Bank, Pal-Safe) sont listées en tant que clients de Netacs Ltd. Cette compagnie de sécurité israélienne appartient au général de division de réserve Danny Rothschild, qui commandait les forces d'occupation en Cisjordanie et au Liban-Sud et a travaillé dans le renseignement militaire.

Partenariat technologique palestino-israélien

Plusieurs entrepreneurs palestiniens mènent des collaborations et des partenariats avec des grandes entreprises israéliennes de technologie. Le cas de l'entreprise SADARA, qui a son siège à Ramallah, en est un bon exemple. Elle a été co-fondée par Saed Nashef et Yadin Kaufmann et est gérée par une équipe d'experts israéliens et palestiniens en innovation technologique et services Internet.

Le magazine Forbes a publié un long rapport éclairant le rôle de Cisco Systems Israel, qui réunit des experts en hautes technologies israéliens et des hommes d'affaires palestiniens pour aider à transformer l'économie palestinienne dans la ligne de l'histoire à succès dite « Israel Startup Nation ». Le rapport révèle également que pas mal de jeunes Palestiniens formés aux nouvelles technologies sont invités à rencontrer et à travailler avec leurs homologues israéliens dans des officines, c'est « *juste l'un de dizaines de dialogues d'affaires qui prolifèrent tranquillement - et souvent secrètement - partout en Terre Sainte* ».

Que faire ?

L'influence politique et sociale des capitalistes palestiniens de connivence et la normalisation économique de l'occupation israélienne qu'ils sont en train d'induire devraient alarmer tous ceux qui se sentent concernés par l'avenir de la cause palestinienne. En allant à la chasse au profit sans égard pour les droits fondamentaux et les aspirations nationales des Palestiniens, ces capitalistes sont allés trop loin. Leurs mécanismes de contrôle social et politique et leur complicité flagrante dans des projets de normalisation constituent un obstacle structurel à la lutte anti-coloniale, et ils sapent la quête palestinienne de justice. Différentes démarches peuvent et doivent être entreprises :

- Les hommes d'affaires et investisseurs locaux doivent résister aux tentatives israéliennes d'impliquer du capital palestinien dans des projets de normalisation. Aucune interaction entre capitaux palestiniens et entreprises israéliennes ne pourra jamais être utile au développement national et à la fermeté de la Palestine.
- Si elle ne veut pas être considérée comme complice, l'AP doit concevoir et appliquer des régulations stipulant la manière dont les capitaux palestiniens sont investis et elle doit rigoureusement surveiller le processus pour assurer qu'il est au service des objectifs nationaux palestiniens. Il est indispensable d'avoir des mécanismes efficaces de responsabilisation publique qui implique les divers secteurs sociaux et les vrais acteurs de la société civile.
- La société civile et les institutions académiques jouent un rôle important en réalisant des études et en attirant l'attention sur les résultats. Néanmoins, il faut en faire davantage pour freiner ces capitalistes palestiniens qui n'ont pas assumé leurs responsabilités, comme l'a fait occasionnellement le mouvement BDS. Il faut soutenir des campagnes qui rendent leur position intenable.
- Le développement des investissements et des affaires doivent prendre en compte les droits

humains et la dignité des Palestiniens et réduire graduellement les niveaux de dépendance vis-à-vis de l'aide internationale et de l'économie israélienne, créant les conditions de base pour différentes formes de lutte et de fermeté. Plus précisément il est nécessaire de développer un modèle de développement basé sur le concept d'économie de résistance fondée sur la confiance en soi, l'auto-suffisance, la redistribution équitable des richesses nationales et sur une administration au service d'un programme politique, économique, social et développemental qui soit démocratique et mené par le peuple.

Le changement nécessaire requiert une restructuration importante du système politique général. Avant toute autre chose, les Palestiniens ont besoin d'un leadership qui se consacre à résister à l'occupation et à travailler pour l'auto-détermination, la libération, la justice et l'égalité pour les Palestiniens.

Tariq Dana

P.-S.

* Info-Palestine, 23 janvier 2014 - 11h:32 :
<http://www.info-palestine.net/spip.php?article14354>

* 14 janvier 2014 - Al-Shabaka - Vous pouvez consulter cet article dans l'original anglais sur ESSF (article 31324).

* Traduction : Info-Palestine.eu - AMM

* Tariq Dana est assistant et chercheur en sciences politiques à l'université de Hébron, il a travaillé avec plusieurs ONG internationales et agences onusiennes en TOP, Afrique et Europe. Membre de Al-Shabaka (« le réseau »), un think-tank palestinien de débat et d'éducation permanente pour les droits de l'homme et l'auto-détermination, dans le cadre du droit international.

Notes

[1] Voir l'article 21 dans : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/ps2003.htm>.

[2] Sur les relations entre les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et l'entité palestinienne avant Oslo, voir : <http://books.openedition.org/cedej/752?lang=fr> (1997).

[3] Sur le « fayyadisme » déployé à Ramallah, voir : Benjamin Barthe : « Ramallah Dream » (La Découverte, 2011).

[4] Voir :
<http://www.france24.com/fr/20131118-rawabi-ville-nouvelle-palestinienne-defie-colonies-israeliennes/>

[5] Rawabi, ville nouvelle : méga-projet « palestinien » à 1 milliard de dollars largement financé par le Qatar. Edifié sur un site dépourvu d'eau, sa seule route d'accès passera en Zone C.